

***Déclaration FSU (SNES, SNEP, SNUIPP)
à la CAPA des PEGC de l'Académie de Dijon
du 15 Avril 2011***

Les documents mis à la disposition de la C.A.P.A de ce jour nous permettent de constater, à nouveau, que de nombreux collègues ont ou vont quitter leurs fonctions sans que les engagements ministériels de 1993 (donner aux PEGC des perspectives de carrière désormais identiques à celles des certifiés et des professeurs d'EPS) aboutissent pour eux.

L'effectif de notre corps diminuant rapidement, la méthode de calcul du nombre de promotions à la classe exceptionnelle devrait encore faire baisser, pour cette année, le nombre de promotions possibles.

Nous rappelons donc nos propositions formulées en 2002 pour remédier à cet état de fait :

- Accroissement significatif du nombre de promotions de grade des PEGC,
- Diminution du nombre d'échelons de la classe exceptionnelle,
- Réduction à trois ans de la durée de passage d'échelon.

Nous demandons donc, à nouveau, le respect de la parole de l'Etat et que nos propositions soient enfin prises en considération pour clore ce dossier.

Même si les collègues concernés sont peu nombreux, la poursuite de la politique de destruction massive de poste par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite que nous avons déjà dénoncée, amène un blocage des possibilités de mouvement et certains collègues ne formulent plus de demande, sachant que les possibilités sont très faibles, voire nulles d'obtenir satisfaction.

Nos réserves concernant la mise en place du livret de compétences, imposée rapidement et sans concertation pour les élèves de troisième semblent fondées car une demie journée de travail doit se mettre en place au troisième trimestre. Cela semble bien tardif, à quelques semaines de la fin de l'année scolaire, pour préparer sereinement l'orientation définitive de nos élèves.

Les derniers chiffres concernant l'inflation (0,8 % pour Février et 2 % sur un an) et les annonces sur le prix des carburants amèneront une baisse de pouvoir d'achat. Ne faut-il pas envisager, pour simplement maintenir le pouvoir d'achat, une reprise de la négociation des salaires en général et du point d'indice en particulier ?

En cette fin d'année, les motifs d'insatisfaction restent donc nombreux et nous espérons que des réponses rapides ramèneront une certaine quiétude chez nos collègues.

Les élus FSU (SNES, SNUIPP, SNEP) à la CAPA des PEGC
Philippe MALET et Nicole GOUSSOT